

La guerre en Ukraine aggrave la crise des matières premières et de l'énergie

Armelle Bohineust

Après un bond historique de 397 % en 2021, les prix spot du gaz naturel en Europe n'ont toujours pas reculé. Du blé à l'or noir en passant par le cuivre ou l'acier, les marchés mondiaux des matières premières dans leur ensemble sont toujours en plein tourbillon.

On est loin du «*retour à la normale* » que l'on pouvait espérer il y a quelques mois pour 2022, résume le rapport CyclOpe (*). Après une année 2021 déjà marquée par une triple crise «*majeure* », énergétique, agricole et logistique, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes de l'activité économique mondiale et du marché des matières premières. Au point que le rapport CyclOpe, qui dévoile sa 36^e édition, renonce aux prévisions d'évolution des prix des matières premières. «*Ces exercices deviennent vains* », reconnaît Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique, et pilote du rapport.

Deuxième année de la grande crise sanitaire mondiale, période marquée par de nouveaux variants et par un rattrapage économique vigoureux dans bon nombre de pays, 2021 a subi «*une flambée à peu près générale*» des prix mondiaux. L'indice CyclOpe progresse de 49 % en moyenne annuelle. Et c'est sans compter le gaz naturel l'électricité, le fret maritime, les engrais et l'acier, des produits et des services dont les hausses moyennes ont été souvent supérieures à 100 %.

Aucune des crises qui ont alimenté l'an dernier les perturbations sur les marchés des matières premières ne semble en voie de résolution rapide. Les incertitudes engendrées par la guerre en Ukraine pèsent trop.

La crise logistique, la moins dramatique sans doute aujourd'hui, ne cessera pas de sitôt. En 2021, les tarifs de transport des conteneurs, en particulier de l'Asie vers l'Europe et l'Amérique du Nord ont quadruplé. Le rebond de la demande occidentale a provoqué l'engorgement des ports chinois et nord-américains, généré une pénurie de navires et saturé toute la chaîne logistique, des chauffeurs routiers aux dockers. Aujourd'hui, les approvisionnements en hydrocarbures non russes soulèvent d'autres problématiques de transport tandis que la politique «*zéro Covid* » en Chine entretient la fragilité de chaînes de valeur très mondialisées.

Plus sévère encore, la tension sur certains produits agricoles, en particulier les huiles et les céréales, pourrait durer plus longtemps (*lire ci-dessous*). L'an

dernier, la crise n'était « *pour une fois, pas climatique* ». Elle était due à la Chine, devenue le premier importateur mondial de céréales. Cette année, la guerre engagée par Moscou contre Kiev empêche les exportations du grenier à blé et à huile de tournesol ukrainien. Pire, le conflit menace la prochaine campagne de production agricole.

Autre désordre très lourd et durable : le déséquilibre du marché énergétique. Il a affecté gaz, pétrole et charbon, dans le cadre d'une crise « *atypique* ». « *Par le passé, c'est le marché du pétrole qui a déclenché les grandes crises énergétiques* » alors qu'en 2021, « *le gaz a été le facteur déterminant* ». Que ce soit en Europe ou en Asie, les prix du gaz ont quadruplé en moyenne. Et « *une partie de la hausse* » des cours du brut en 2021 est liée à cette flambée des cours, générée par des facteurs climatiques, économiques et géopolitiques. La production hydroélectrique en Chine a ainsi été affectée par la sécheresse et l'énergie éolienne en Europe du Nord par le manque de vent. La reprise économique post-Covid a fait par ailleurs bondir le besoin en énergie de transition qu'est devenu le gaz naturel, pointe encore le rapport.

La crise est loin d'être résolue, en particulier pour l'Europe qui, au titre des sanctions contre la guerre, va se couper du pétrole de Moscou (environ un quart de ses importations) et pourrait en faire autant pour le gaz (45% des importations de l'UE).

« *L'amorce du conflit est trop récente pour prétendre dessiner le monde énergétique qui en résultera* ». Mais, « *les conséquences énergétiques de ce conflit seront durables, en partie irréversibles, et ne seront pas circonscrites entre l'Atlantique et l'Oural* », pronostiquent les auteurs du rapport.

Selon eux, quelques certitudes émergent. Le prix des énergies fossiles acheminées vers l'Europe sera plus élevé, les Européens devant s'approvisionner ailleurs, à plus longue distance et via des chaînes logistiques plus complexes du fait du recours au gaz naturel liquéfié (GNL). À court terme, « *l'impératif de sécurité conduira sans doute à étendre le recours au charbon* » qui deviendra plus cher. Et cela pèsera sur le changement climatique.

Une bonne nouvelle, toutefois. Avec un prix plus élevé des produits carbonés et un risque d'approvisionnement qui s'aggrave, « *les solutions de décarbonation gagneront en compétitivité* », veulent croire les auteurs de CyclOpe.

(*) *Publié chez Economica.*

Source : [Le Figaro 8/6/2022](#)